

Allocution d'Henri Genet (Montreux, 27 août 1947)

Légende: Le 27 août 1947, le Suisse Henri Genet, président du Comité central de l'Union européenne des fédéralistes (UEF), ouvre solennellement le Congrès de Montreux et souhaite que cette première réunion des militants fédéralistes aboutisse à une coopération étroite entre pays européens.

Source: Union européenne des fédéralistes (sous la dir.). Rapport du premier congrès annuel de l'UEF 27-31 août 1947 Montreux (Suisse). Genève: Union européenne des fédéralistes, [s.d.]. 141 p.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/allocution_d_henri_genet_montreux_27_aout_1947-fr-b24fb441-ca8f-4066-bd92-dffc724ca396.html

Date de dernière mise à jour: 23/10/2012

Allocution d'Henri Genet (Montreux, 27 août 1947)

Jamais peut-être le destin de l'Europe - qui reste, en dépit des constellations nouvelles, la clé de la paix et de l'avenir du monde - n'a été plus incertain qu'au moment où les délégués du Mouvement fédéraliste européen se réunissent à Montreux.

Faut-il donc jeter le manche après la cognée ? Non, bien au contraire. Il faut, comme le propose Pascal « mettre ensemble la justice et la force ». A cette fin, les relations entre les hommes et les nations doivent être établies sur le principe moral qui est la base même du fédéralisme, c'est-à-dire, comme l'a relevé M. Petitpierre, notre ministre des affaires étrangères dans son allocution du 1^{er} août : « sur l'égalité voulue par la loi du plus puissant et du plus faible ».

Cette lumineuse définition précise notre mission et marque la direction dans laquelle doivent s'engager les travaux de notre congrès et l'élaboration de notre doctrine.

Malgré les difficultés présentes, les périls, les suspicions, les scepticismes, les délégués fédéralistes et observateurs d'Autriche, de Belgique, du Danemark, de France, de Grande-Bretagne, de Grèce, de Hollande, d'Italie, du Luxembourg, d'Allemagne, du Portugal, de Suède, des Etats-Unis et de Suisse, travailleront dans une atmosphère de confiance et d'espoir.

Je suis convaincu que leurs travaux et ceux des commissions spéciales que le congrès instituera avec la coopération de personnalités compétentes de tous les pays, contribueront, sur le plan européen - en collaboration avec la Fédération mondiale - à résoudre les problèmes angoissants d'aujourd'hui.

Les solutions fédéralistes que nous recherchons ici ensemble offrent la seule possibilité qu'ait encore l'humanité de rompre le cercle infernal et de s'engager sans plus dévier, guidée par un principe moral et par des institutions fondées sur la raison et l'équité, dans la voie de la paix.

Ma reconnaissance va aux personnalités éminentes qui ont bien voulu accepter d'exposer au congrès les solutions fédéralistes, aux autorités et aux particuliers qui ont facilité la tâche du comité d'organisation.

Délégués au Congrès de l'Union Européenne des Fédéralistes, soyez les bienvenus à Montreux, dans un pays dont la devise est vôtre :

Un pour tous, tous pour un.